



Pépinieristes
forestiers français



les entreprises du paysage



Service Presse
Primavera Communication
Sylvain AUDIGOU
Nathalie COÛFFÉ
55, rue de Paris
92110 CLICHY
Tél : 01 55 21 63 85
Fax : 01 55 21 63 50
primavera@primavera.fr

Le rapport complet
et les visuels sont
téléchargeables sur
www.primavera.fr
rubrique espace presse

COMMUNIQUÉ - MARS 2011

S'ENGAGER POUR UNE FORÊT DE PRODUCTION MODERNE ET RESPONSABLE

Quelles sont les ambitions de la France vis-à-vis de sa forêt ? Si l'hexagone souhaite une filière forêt-bois compétitive, modernisée et responsable, en mesure de relever les enjeux liés notamment au bois énergie et à la construction bois, il doit s'engager en faveur d'une forêt de production et développer la plantation de résineux. Car la pénurie guette si nous ne changeons pas de cap. D'ici une vingtaine d'années, l'industrie française du bois manquera en effet de cette ressource réclamée par le marché. Il devient urgent de réagir.

Depuis plus d'un siècle, la politique forestière française s'appuie sur une répartition équilibrée de diverses fonctions : production, protection et ouverture au public. Cet équilibre ne tient que parce qu'il est financé par la vente de bois, la fonction de production assumant la quasi totalité des coûts de la multifonctionnalité, ce qui n'est pas le cas partout en Europe. Mais, depuis une quinzaine d'années, la vocation économique de la forêt française peine à s'exprimer, à cause notamment du poids des contraintes liées à l'environnement et à l'accueil du public. « *Notre forêt ne se donne plus les moyens d'être une véritable forêt de production, moderne et responsable* » observe Laurent Denormandie, président de la Fédération Nationale du Bois.

Réagir aujourd'hui pour préparer l'avenir

Aujourd'hui, la structure de la forêt française est inadaptée aux besoins du marché. 59 % des volumes sur pied sont en effet représentés par les feuillus et 41 % par les résineux. Or, le sciage résineux équivaut, en 2009, à 80 % de la production, soit 7,4 millions de m³ (près de 9 millions de m³ en 2007, avant crise).



Le feuillu restera le socle de la forêt française, mais il convient de rester réaliste. Les nouveaux marchés sont tournés vers le résineux, et les usages de feuillus et de résineux ne sont pas interchangeables.

Bien qu'elle dispose de l'une des plus grandes forêts européennes (15,5 millions d'ha), la France importe déjà plus de 3 millions de m³ de sciages de résineux. Ce déficit pourrait s'accroître dans les années à venir, notamment à l'horizon 2030 où la ressource résineuse locale manquera à l'industrie. Il devient donc urgent de réagir aujourd'hui pour préparer l'avenir. « Si la France veut avoir un matériau renouvelable et industrialisable, si elle veut relever son déficit, il lui faut une forêt de production moderne et responsable. Si l'économie forestière ne change pas de cap, la filière forêt-bois ne pourra pas se développer ». La reconquête du marché des feuillus actuellement développée doit donc être complémentaire à une action menée en faveur des résineux.

Un manque de résineux à partir de 2030

Actuellement, les résineux exploités en France sont issus des plantations générées par le Fonds Forestier National. Avant sa suppression en 2000, cette structure, créée en 1946 pour permettre une gestion plus dynamique des forêts françaises et aider la filière bois à se développer, a ainsi permis la plantation de deux millions d'ha, essentiellement en résineux. Seulement, lors des 15 dernières années, la consommation de plants forestiers est passée de 110 millions à 28 millions par an (hors pin maritime). « En arrêtant de planter, on a interrompu une dynamique de développement de forêt de production contrairement à nos voisins européens. » regrettent les Présidents signataires de cet appel.

Sachant que quarante à cinquante ans (selon les essences) sont nécessaires pour qu'un résineux arrive à maturité, l'industrie du bois manquera de ressources d'ici 2030, un déficit qu'il est encore possible de corriger pour les années 2050, grâce à une reprise très rapide des plantations. Selon les Pépiniéristes Forestiers Français, il faudrait revenir, au minimum, au niveau de plantation des années 90, soit environ 140 millions de plants annuels.

Le résineux, un bois demandé par le marché

Une politique forestière doit être visionnaire afin de s'adapter au mieux aux besoins de la société, et ceci malgré le décalage inévitable entre l'acte de production et la demande industrielle. Si le feuillu reste nécessaire à certains marchés (meubles, parquet...), il ne constitue plus le cœur de la demande de l'industrie du bois. Le résineux se révèle ainsi comme l'essence incontournable pour permettre au matériau bois de se positionner sur le marché de la construction, en répondant à des normes techniques strictes tout en restant économiquement accessible.

Bien entendu, il ne s'agit pas de supprimer les feuillus de France mais de "glisser" vers la plantation de résineux là où la forêt dispose déjà de ces peuplements et dans les massifs de feuillus de mauvaise qualité qui trouvent des débouchés peu rémunérateurs, ainsi que dans les peuplements inadaptés aux conditions climatiques.



Soutenir l'investissement forestier

Si le taux de nouveaux boisements et de reboisements en France est faible, c'est aussi parce que certains propriétaires forestiers se sont écartés de la notion de production. Rappelons que la forêt française est très morcelée (3,2 ha en moyenne) et que 74 % de sa surface sont entre les mains de propriétaires privés, parfois échaudés par des contraintes environnementales mal comprises mais aussi par les dégâts dus à un gibier devenu surabondant et à des tempêtes successives. Le propriétaire forestier n'investira dans sa forêt que s'il en tire un revenu convenable.

Dans bien des cas, le recours à la plantation permet de s'appuyer sur des variétés améliorées et dotées d'une base génétique beaucoup plus importante que celle des peuplements en place, mieux adaptées aux évolutions climatiques, et d'opter immédiatement pour les essences réclamées par le marché.

Un enjeu pour l'économie locale et le développement durable

À l'heure où la France s'engage en faveur du développement durable, cherchant donc à privilégier une économie locale et à réduire ses émissions de CO₂, le développement des plantations résineuses offre l'opportunité de revenir à un circuit court.



Il permet à l'industrie de s'appuyer sur une ressource locale et de favoriser tout un tissu économique rural (pépiniéristes, entrepreneurs de travaux forestiers, scieries...). Par la même occasion, la filière aura les moyens de réduire le poids de ses importations, coûteuses également sur le plan des émissions carbone liées au transport.

S'engager en faveur d'une forêt de production

Pour développer une filière forêt-bois digne de ses ambitions, la France doit ainsi s'engager en faveur d'une forêt de production. « *Ce n'est pas à l'industrie de s'adapter à la forêt, sauf si la France décide d'avoir une forêt uniquement dédiée à l'écologie et opte pour l'importation plutôt que la production nationale. Le financement d'une telle politique resterait à imaginer. Dans ce cas-là, l'industrie verra comment elle peut utiliser les bois qui seront autorisés à sortir de la forêt. Mais il ne faudra pas se plaindre d'avoir une filière déficitaire, une surproduction de produits invendables, ou de manquer de la bonne essence au bon moment.* »

Enclencher la dynamique

Pour répondre à ces enjeux, les professionnels de la filière forêt-bois proposent donc la mise en place d'un groupe de travail interprofessionnel et interministériel dont la mission serait de réfléchir aux moyens de moderniser notre ressource forestière et de professionnaliser notre sylviculture. Cela passe évidemment par une sensibilisation des propriétaires forestiers mais aussi par un exemple donné par la forêt publique. Une dynamique doit s'enclencher et faire bouger les lignes sans tabou (fiscalité, financement de la multifonctionnalité, changement climatique, aménagement du territoire, prix du crédit carbone de la forêt, assurance tempête, gestion des dégâts de gibier...).





GIE Semences Forestières Améliorées

39300 Supt
Tél. : 03 84 51 42 09
Joël CONCHE, Président



SNPF : Pépiniéristes Forestiers Français

Fédération Nationale du Bois – 6, rue François 1^{er} – 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 52 00 – Fax : 01 56 69 52 09
www.pepiniereforestiere.fr
Vincent NAUDET, Président
Michel LEMONNIER, Vice-Président



UNEP : Union Nationale des Entrepreneurs du Paysage

Délégation Générale – 10, rue St Marc – 75002 Paris
Tél. : 01 42 33 18 82 – Fax : 01 42 33 56 86 – www.entreprisesdupaysage.org
Régis ROLLAND, Président du Groupe Technique de Métiers Reboiseurs
Camille CHOLET, Conseillère technique Innovation Expérimentation
Tél. : 01 42 33 83 60 - E-mail : ccholet@unep-fr.org



FNE DT : Fédération Nationale Entrepreneurs Des Territoires

44, rue d'Alésia – 75682 Paris cedex 14
Tél. : 01 53 91 44 80 – Fax : 01 53 91 44 85
E-mail : info@e-d-t.org – www.e-d-t.org
Gérard NAPIAS, Président



FNB : Fédération Nationale du Bois

6, rue François 1^{er} – 75008 Paris
Tél. : 01 56 69 52 00 – Fax : 01 56 69 52 09
E-mail : infos@fnbois.com – www.fnbois.com
Laurent DENORMANDIE, Président
Nicolas DOUZAIN-DIDIER, Délégué Général



UCFF : Union de la Coopération Forestière Française

9, rue Buffault – 75009 Paris
Tél. : 01 73 54 88 00 – Fax : 01 45 01 52 41
E-mail : info@ucff.asso.fr – www.ucff.asso.fr
Cyril LE PICARD, Président